



Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, M. le Directeur Académique Mmes et Messieurs les membres du CDEN,

Quelle étrange instance à laquelle nous sommes convoqué.es aujourd'hui... Instance dont la date a été déplacée sur une journée où certaines de nos organisations syndicales avaient depuis des semaines déposé un préavis de grève.

Instance dont le repli éventuel a été placé durant une période de vacances scolaires...

Instance qui arrive à la fin d'une série d'instances départementales et Académiques qui n'aura jamais été aussi ramassée dans le temps, laissant très peu de temps à l'organisation de débats sains...

Nous sommes bien conscients des contraintes qui pèsent sur toute la machine éducative dans un calendrier scolaire contraint, mais ces façons de travailler ne sont confortables pour personne.

Etrange instance également quand un de ses présidents demande que son objet de travail soit neutralisé. Le moratoire sur les fermetures de classes des communes de moins de 5000 habitants de l'année dernière a déjà laissé le tissu scolaire du département dans une situation de déséquilibre. Il est donc nécessaire que ces instances se réunissent. Si, comme vous M. Accary, nous

dénonçons la baisse de la DHG dans le second degré alors que le nombre d'élèves va augmenter, et ce dans un contexte où nos élèves ont besoin d'une école qui les accompagne mieux dans les méandres d'une situation sanitaire anxiogène, ce n'est certainement pas en gelant la carte scolaire que la situation s'améliorera.

Mais prenons un peu de recul...

Le pays traverse une crise sanitaire sans précédent. Cette crise exacerbe les fonctionnements et dysfonctionnements de l'institution. Nous les voyons bien, ces dysfonctionnements, parce que nous sommes enseignants, et sur le terrain tous les jours.

Le sous investissement structurel de l'état français dans son système éducatif, si on le compare à celui des autres pays de l'OCDE, a pour conséquence des conditions d'apprentissage des élèves dégradées (nombre d'élèves trop élevé par classe avec une explosion dans le secondaire, abandon progressif de l'idée que l'école serait respectueuse du rythme de l'enfant, les intentions du ministre de re-primariser la maternelle pour exemple, rupture à venir du principe de la solidarité républicaine en programmant la suppression de l'éducation prioritaire telle que nous la connaissons ; l'évaluation sommative à tous les étages de la scolarité d'un enfant même en période de crise sanitaire, etc. ). Pour les enseignants aussi, les conditions de travail se dégradent de manière vertigineuse.

La faible reconnaissance salariale a pour conséquence une paupérisation du métier qui s'accroît, engageant une crise structurelle de vocation chez les hommes, et des crises de vocation tout court, dans de nombreuses zones géographiques du pays tout comme dans certaines disciplines enseignées.

Quel bilan la FSU fait-elle de l'action de son Ministre depuis son arrivée ?

- Un an après avoir promis qu'il ne le ferait pas, il faisait voter une loi Blanquer avec comme mesure phare le renforcement du droit de réserve pour faire taire l'opposition des enseignants à sa politique
- il a par la même occasion supprimé le CNESCO, organe indépendant mandaté jusqu'alors pour évaluer la politique ministérielle - drôle de pied de nez, n'est-ce pas, que de voir un Ministre fêré d'évaluation refuser de se faire évaluer lui-même)
- Quand M. Castex déclare que les personnels de l'Education Nationale ont été choyés, nous opposons l'enquête intersyndicale initiée par le SNUIPP dans le département fin 2020, où 93 % des collègues ont estimé que leurs conditions de travail se sont dégradées depuis l'arrivée de Mr Blanquer ?

Et pour cause. Depuis 2017 et son arrivée au Ministère :

- Monsieur Blanquer a fait s'enliser le débat sur la reconnaissance du temps de travail des directrices et directeurs, plus d'un an après le suicide de Christine Renon malgré le malaise de nos collègues. Son objectif d'en faire des petits cheffailons des écoles s'est effondré quand 91% d'entre elles et eux se sont déclarés opposés à un statut dans la consultation que le ministre lui-même a organisée. Qu'importe ! Ce que le métier, rejette, on l'imposera par la force.
- Il a ouvert la porte au financement des maternelles privées en imposant sans aucun besoin l'instruction obligatoire dès trois ans,
- Monsieur Blanquer entretient un double langage permanent sur la prétendue école de la confiance, alors qu'il crée un authentique climat de méfiance, de contrôle, de censure ; il a dénigré sans filtre les professeurs des universités prétendument « radicalisés » et qualifié l'Université (je cite) de berceau de l'« islamo-gauchisme ».
- Monsieur Blanquer a promis une revalorisation qui ne concernera qu'une minorité d'enseignants, en début de carrière, et exclura 70% des personnels dont les plus précaires AESH, AED, Contractuels.

Le Grenelle de l'Éducation nous laissait peu d'espoirs. Il a dépassé nos craintes. Les pseudos experts du ministre (rugbymen, militaires, amis personnels...) n'ont évidemment pas pu accoucher d'autre chose que ce pour quoi ils avaient été téléguidés :

- en finir avec l'avancement à l'ancienneté, pour généraliser une revalorisation liée au mérite (terme que personne ne parvient à définir précisément)
- des directeurs d'École qui évaluent leurs collègues ;
- la fin d'un cadre collectif et des établissements autonomes sous contrat avec l'état dans le premier degré;

En résumé : la fin du statut de fonctionnaire et de l'école de la République.

Ajoutons à cela prof bashing, gestion catastrophique de la crise sanitaire à grands coups de mensonges, de coups de com', d'injonctions contradictoires et de méthode Coué, le mépris de l'institution et en particulier des représentants des personnels, faisant des grandes chaînes de télévision le nouveau BOEN.

Nos organisations syndicales SNES – SNUIPP – SNEP – SNUEP – SNICS – SNASUB n'ont plus confiance en lui . Nous ne pouvons accepter que l'Etat fasse des économies sur le dos des élèves en cette période particulièrement difficile pour tous. Les élèves ont besoin de plus d'école, de mieux d'école et non du contraire. Nous ne pouvons accepter qu'après avoir annoncé la fermeture de près de 2000 postes dans notre ministère à la prochaine rentrée, ce qui se traduit par plusieurs dizaines de fermetures de divisions en Saône et Loire, le Ministre rende plus de deux cent millions d'euros sur le poste soutien à la politique éducative du ministère sur le budget 2020 (Le *Journal officiel* du 24 janvier porte annulation de 212 501 312,60€ du budget de l'éducation nationale) . Cette somme c'est l'équivalent de plusieurs milliers d'emplois de titulaires ! C'est la deuxième année consécutive que de l'argent budgétisé n'est pas utilisé, comme s'il n'y avait pas de besoins !

Au-delà de la personne discréditée du Ministre, il y a en face de nous le projet gouvernemental d'imposer un modèle scolaire concurrentiel, managérial et digital, permettant un désengagement massif de l'État. Monsieur Blanquer, comme d'autres, s'inspire d'une idéologie qui met à mal le service public d'éducation. Notre service public d'éducation, nos métiers, notre fierté.

Le projet de loi dit 4D (pour « différenciation, décentralisation, déconcentration et "décomplexification" ») va être soumis en conseil des ministres courant février et il concernera notamment l'Éducation Nationale. Il prévoit un transfert de l'ensemble de la médecine scolaire aux départements : infirmières, psychologues de l'éducation nationale. De même, les départements et les régions pourraient avoir désormais, conjointement avec les chefs d'établissement, autorité sur les intendants. Parce que nous pensons que ces missions et ces personnels concernés doivent rester

pleinement au sein de l'éducation nationale, pour des raisons de cohérence et d'intervention, nous demandons au gouvernement de renoncer à ces projets.

C'est pour toutes ces raisons que pour la première fois depuis des années, la FSU ne siège pas en délégation complète aujourd'hui. C'est pour ces raisons que nous sommes en grève aujourd'hui à l'appel de notre fédération pour défendre l'Ecole, ses élèves et ses personnels et l'ensemble des services publics dont le pays a grand besoin.

Je vous remercie de votre attention